

**Nations unies - Syrie - Briefing
politique et humanitaire -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 18 septembre 2018)

Monsieur le Président,

Permettez-moi de commencer par joindre ma voix aux orateurs précédents pour exprimer à la Russie nos condoléances dans le contexte qui vient d'être rappelé.

Monsieur le Président, je remercie l'Envoyé spécial Staffan de Mistura ainsi que Mark Lowcock pour leurs engagements exemplaires et pour leurs exposés, qui soulignent à la fois la gravité de la situation actuelle mais aussi les opportunités qui existent aujourd'hui pour aller vers une vraie sortie de crise.

La Syrie est en effet à la croisée des chemins : elle peut soit basculer vers une escalade militaire à Idlib, qui ouvrirait l'un des chapitres les plus sombres de la tragédie syrienne ; soit emprunter le chemin d'une vraie dynamique politique pour un règlement du conflit. L'un et l'autre scénarios, le plus sombre comme le plus encourageant, sont possibles aujourd'hui ; et le choix dépend beaucoup de la capacité de ce Conseil à s'unir sur l'option de la paix - une action qui est aujourd'hui, par-delà l'immensité des difficultés, à notre portée.

Monsieur le Président,

La Syrie est à nouveau au bord du gouffre, alors qu'une offensive menace depuis des semaines la région d'Idlib qui regroupe désormais plus de trois millions de personnes. Les localités de cette région ont déjà fait l'objet de bombardements, plusieurs dizaines de milliers de civils ont fui ces frappes indiscriminées, et le pire est encore à craindre. Plusieurs hôpitaux ont été la cible d'attaques. On ne le répètera jamais assez, les attaques contre les hôpitaux et les personnels de santé sont constitutifs de crimes de guerre et leurs auteurs devront répondre de leurs actes. L'argument de la lutte contre les terroristes ne saurait en aucun cas justifier un tel désastre. Les attaques indiscriminées sont en effet une tragédie humanitaire mais aussi une absurdité stratégique, en nourrissant le terrorisme qu'elles prétendent combattre. C'est ainsi que la Syrie est devenue un incubateur privilégié du terrorisme. Une offensive à Idlib aurait le même effet, et contribuerait de surcroît à disperser les combattants djihadistes qui s'y trouvent, étendant la menace terroriste à la région et potentiellement à l'Europe et au-delà.

Monsieur le Président,

La France a déployé des efforts constants dans toutes les enceintes, sur tous les fronts, pour rechercher avec ses partenaires les moyens d'éviter cette catastrophe. Une réunion quadripartite a eu lieu vendredi dernier entre les conseillers diplomatiques de la Turquie, de la Russie, de l'Allemagne et de la France, en vue notamment de trouver des axes de convergences entre le " Small Group " et le groupe d'Astana. C'est à nos yeux un chemin nécessaire. La Turquie s'est largement mobilisée pour apporter des solutions concrètes et nous prenons note de l'accord annoncé hier par les présidents Erdogan et Poutine concernant la mise en place d'une zone démilitarisée dans la région d'Idlib, tout en appelant la Turquie et la Russie à préciser certains paramètres, comme le sort et les mouvements des groupes terroristes désignés par le Conseil de sécurité des Nations unies. Dans ce contexte, où nous voulons croire que la diplomatie reprend enfin ses droits, nous devons poursuivre nos efforts collectifs pour convaincre tous les acteurs du conflit que les alternatives à l'escalade existent et que la voie du dialogue est la seule à même d'apporter une réponse durable à la situation à Idlib. La protection des civils doit être une priorité absolue pour l'ensemble des parties prenantes. Toutes les parties doivent respecter leurs obligations telles qu'elles résultent du droit international humanitaire, en particulier les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution. Nous devons également tout faire pour protéger les installations et personnels humanitaires et médicaux et garantir un accès humanitaire sûr, complet et sans entrave aux populations qui en ont besoin. Je tiens ici à rappeler le caractère indispensable et irremplaçable de l'aide humanitaire transfrontalière, qui permet d'apporter chaque jour un appui vital à près de 750.000 personnes dans le Nord-Ouest pour le seul mois d'août par exemple.

Dans ce contexte, nous continuons d'appuyer les efforts de la Turquie pour trouver une solution négociée à Idlib. Nous saluons son engagement, de même que celui de l'ONU, qui fait une vraie différence.

C'est tout l'avenir de la Syrie qui se joue maintenant : comment peut-on à la fois souhaiter le retour des réfugiés et préparer une offensive qui pourrait en mettre des centaines de milliers sur les routes ? Comment peut-on créer la confiance nécessaire à un processus politique crédible alors que la population d'Idlib reste menacée par une campagne militaire brutale ?

Et comment peut-on appeler à la reconstruction de la Syrie tout en s'apprêtant à détruire Idlib et alors même qu'il n'existe pas de processus politique crédible et irréversible ? La réalité est qu'il n'y a pas en Syrie de solution militaire. Une offensive à Idlib réduirait encore fortement les espoirs de paix en Syrie. Et je le rappelle, nous ne tolérerons pas de nouvel usage d'armes chimiques - et nous nous tenons prêts à réagir.

Monsieur le président,

Eviter l'escalade à Idlib est d'autant plus nécessaire que cette solution politique négociée, crédible et acceptable par tous est aujourd'hui à notre portée.

Cette voie nous est offerte par la médiation des Nations Unies : les discussions de la semaine dernière à Genève devaient permettre la création à brève échéance du comité constitutionnel, premier jalon du processus politique que la communauté internationale a endossé, y compris par ce Conseil à travers sa résolution 2254. Le Small Group, qui a rencontré l'Envoyé spécial

vendredi, a apporté son plein appui à ces efforts. Mais les garants d'Astana ont encore émis des réserves sur la composition du Comité constitutionnel établie par l'Envoyé spécial, en dépit du mandat que lui confère la déclaration finale du congrès de Sotchi du 31 janvier.

Monsieur le Président, la conviction de la France, c'est que le moment est venu d'aller de l'avant pour la mise en place par Staffan de Mistura, dans les meilleurs délais, du Comité constitutionnel. C'est l'appel que je voudrais lancer aujourd'hui au nom de la France, en écho et en soutien au message que vient de nous délivrer Staffan de Mistura. Nous avons besoin d'une date rapprochée pour lesancements de ces travaux. Je rappelle que les participants au congrès de Sotchi se sont engagés à ce que l'Envoyé spécial, dans le cadre du processus de Genève, ait la responsabilité de sa composition. Ces engagements doivent être tenus. L'Envoyé spécial devrait pouvoir être en mesure de faire état de ses progrès à ce sujet lors des prochaines séances du Conseil. Et le comité constitutionnel doit pouvoir enfin se réunir aussi rapidement que possible. C'est à nos yeux la clef pour ouvrir la voie à la relance d'une vraie dynamique politique.

Nous savons tous combien la route est longue et exigeante. C'est précisément la raison pour laquelle il n'y a pas une minute à perdre. La solution politique ne saurait se résumer à l'élaboration d'une nouvelle constitution. Beaucoup d'autres éléments de cette solution doivent dès à présent faire l'objet de discussions précises : les modalités d'adoption du nouveau texte constitutionnel, la tenue d'élections libres et transparentes où tous les Syriens, y compris les déplacés et les réfugiés, pourront voter, et plus largement la mise en place d'un environnement sûr et neutre, garanti par des mesures de confiance, qui seul permettra de conférer à l'ensemble du processus une crédibilité suffisante.

Notre feuille de route est ainsi clairement tracée : un engagement résolu en faveur d'une cessation des hostilités à Idlib ; la poursuite du processus politique avec pour première étape un appui collectif au lancement des travaux du Comité constitutionnel ; et le rassemblement des membres de ce Conseil autour d'un agenda politique constructif en vue d'une résolution pacifique et concertée du conflit.

Je le redis ici sans ambiguïté au nom de la France : la reconstruction de la Syrie n'est envisageable que sur cette base, lorsqu'une transition politique irréversible, crédible et inclusive sera engagée. Soyons clairs : sans la garantie qu'une telle transition politique est à l'oeuvre, aucun Syrien ne pourra croire que son pays a changé et la grande majorité d'entre eux refuseront de revenir chez eux, condamnant tout espoir de paix durable en Syrie.

Monsieur le Président,

Pour conclure, permettez-moi de souligner notre conviction que le Conseil de sécurité a une responsabilité particulière pour briser l'engrenage de la tragédie syrienne et enclencher une vraie dynamique politique.

Alors, Monsieur le Président, chers collègues, sachons nous rassembler autour de cet objectif. C'est bien à ce sursaut collectif que je vous invite tous aujourd'hui, au nom de la France, en soutien du processus de Genève, en soutien de l'Envoyé spécial, et en appui d'une solution

politique inclusive.

Je vous remercie./.